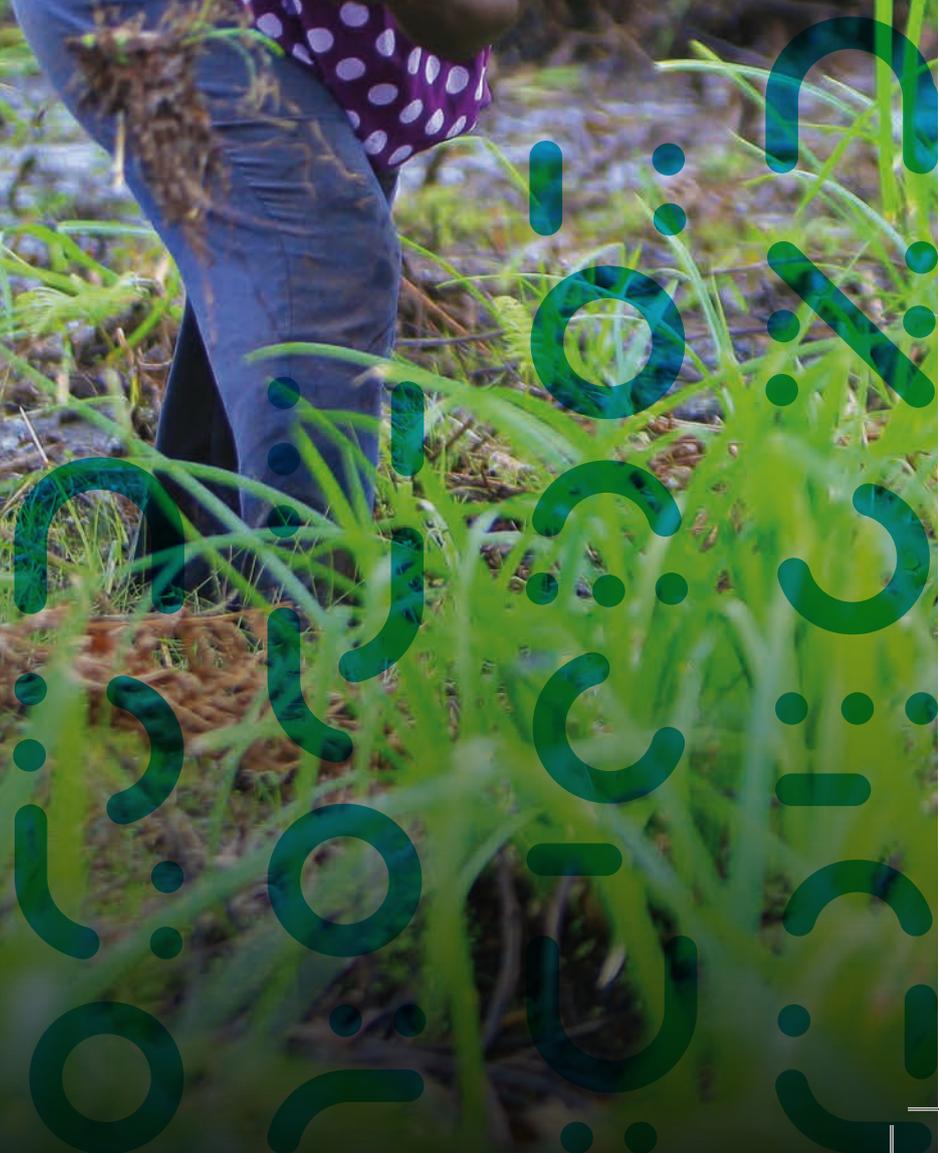




CÔTE D'IVOIRE  
**2022**  
RAPPORT  
ANNUEL



0.1  
0.2  
0.3  
0.4  
0.5  
0.6



CÔTE D'IVOIRE  
**2022**  
RAPPORT  
ANNUEL

## Remerciements

Le PNUD Côte d'Ivoire remercie le gouvernement, ses partenaires de développement, les organisations de la société civile, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les partenaires de mise en œuvre qui jouent un rôle clé dans la réalisation du CPD 2021-2025. Le soutien et les collaborations apportés contribuent à l'exécution de nos interventions programmatiques et les résultats présentés dans ce rapport.

## Écrit et édité par

PNUD Côte d'Ivoire

# TABLE DES MATIERES

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>7 - 8</b>
.....	
<b>NOTRE IMPACT EN 2022 EN CHIFFRES</b>	<b>11 - 15</b>
.....	
Principaux donateurs	14
Délivrables par pilier	15
Projets implémentés	15
.....	
<b>REPONSES ET EXPERIENCES REUSSIES</b>	<b>17 - 77</b>
.....	
<b>1. GOUVERNANCE INCLUSIVE, ÉTAT DE DROIT ET QUALITÉ DES INSTITUTIONS</b>	<b>19 - 27</b>
.....	
▶ Renforcement de l'État de Droit, de la promotion des droits humains et de la lutte contre la violence basée sur le genre	20 - 21
▶ Consolidation de la paix et renforcement de la cohésion sociale	22 - 23
▶ Stabilisation, lutte contre la fragilité	24 - 25
▶ Appui constant pour la consolidation du processus démocratique	26 -27
.....	
<b>2. CROISSANCE INCLUSIVE, RÉSILIENCE ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS</b>	<b>29 - 40</b>
.....	
▶ Réintégration socio-économique et promotion de l'entrepreneuriat	30 - 31
▶ Réponse nationale à la COVID 19 et relance socio-économique	32 - 33
▶ Appui à la gestion durable des ressources naturelles	34 - 35
▶ Lutte contre le changement climatique et renforcement de la résilience	36 -40

### 3. POLITIQUES ET STRATEGIES 43 - 53

- ▶ Réalisation de produits de connaissances 44 - 45
- ▶ La contribution au Rapport Volontaire National 46 - 47
- ▶ L'accélération du processus DFA/INFF 47
- ▶ Le positionnement de la Côte d'Ivoire dans la ZLECAF 48 - 49
- ▶ Participation à la consolidation du mécanisme de coordination de l'aide et de concertation sur le financement efficace du développement 50 - 53

### 4. THEMATIQUES TRANSVERSALES 55 - 65

- ▶ La lutte contre la COVID-19 : le déclic d'accélération des innovations 56 - 57
- ▶ L'appui à la reforestation en Côte d'Ivoire 58
- ▶ L'innovation entrepreneuriale : accélérateur de l'employabilité des jeunes et des femmes 58 - 59
- ▶ La Digitalisation des services publics 59
- ▶ Développement de l'application Yimba comme outil de baromètre social en Côte d'Ivoire 60
- ▶ Système de partage de connaissances (solutions innovantes, informations, compétences, expertises) sur l'autonomisation des femmes 60
- ▶ Positionnement du AccLab Côte d'Ivoire par rapport au AccLab global 60
- ▶ Analyse de la contribution du PNUD Côte d'Ivoire sur les ODD en 2022 61 - 65

### 5. LES OPERATIONS 67 - 71

### 6. COMMUNICATION ET GESTION DES CONNAISSANCES 73 - 75

### 7. VNU EN CÔTE D'IVOIRE 2022 76 - 77

## AVANT-PROPOS

Nous vivons une époque incertaine. La pandémie de COVID-19, qui en est maintenant à sa troisième année, continue de produire de nouvelles variantes. La guerre en Ukraine se répercute dans le monde entier, causant d'immenses souffrances humaines, y compris une crise du coût de la vie, tandis que les catastrophes climatiques et écologiques menacent quotidiennement le monde.

Des couches d'incertitude s'accumulent et interagissent pour déstabiliser nos vies de manière sans précédent. Bien que les zoonoses, les guerres et le changement climatique ne soient pas nouveaux, la confluence de la pandémie, des conflits, de la désinformation et des inégalités croissantes dans le contexte du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution représente de toutes nouvelles manifestations d'incertitude pour le monde et tous ceux qui s'y trouvent.

Les effets cumulés de ces chocs exogènes ont eu d'énormes conséquences sur l'économie mondiale en générale et sur des pays Africains en particulier empirant encore la situation de pauvreté et de précarité des populations, inversant ainsi la bonne tendance sur laquelle les différents pays s'étaient engagés dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable d'ici à 2030.

Face à ces chocs, le PNUD dans son rôle de partenaire au développement, a déployé d'énormes efforts tant techniques que financiers pour appuyer l'Etat Ivoirien dans ce nouvel environnement de crise et d'incertitude. Ainsi, des efforts considérables ont été déployés pour la mobilisation des ressources, en appui au gouvernement. En effet, la Côte d'Ivoire a pu mobiliser, dans le cadre du Groupe Con-

sultatif tenu en juin 2022, 2618 milliards FCFA, contre un objectif de 15,5 mille milliards Fcfa. L'organisation du groupe consultatif pour le financement du PND a bénéficié d'une mobilisation d'expertises, d'une assistance renforcée et d'un financement des étapes du processus à travers lequel le PNUD a joué un rôle prépondérant.

Outre les efforts dans la mobilisation des ressources, le PNUD appuie le Gouvernement Ivoirien, dans la réduction des inégalités et l'amélioration des conditions de vie des populations, contribuant ainsi à un meilleur positionnement de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international grâce à l'amélioration du développement humain. En effet, depuis 32 ans que le PNUD publie le RDH, c'est la toute première fois que la Côte d'Ivoire vient d'enregistrer un bond qualitatif, le sortant du groupe des pays à faible indice de développement humain, pour le classer dans la rubrique des pays à indice de développement humain moyen.

La quinzième session de la Conférence des Parties (COP15) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la déforestation, organisée avec l'appui du PNUD, a permis de mobiliser un financement de 2,5 milliards USD pour le « Legacy programme » appelé héritage d'Abidjan.

Au niveau régional, l'environnement a été caractérisé en 2022 par une série de coups d'Etat militaires en Afrique de l'Ouest et les menaces terroristes aux frontières de la Côte d'Ivoire, a montré que le défi sécuritaire reste plus que jamais présent. Le PNUD, au niveau de la gouvernance transfrontalière, continue d'œuvrer pour le rapprochement des communautés dans le cadre de son programme de renforcement de la sécurité humaine.

Au plan national, le PNUD accompagne le pays dans l'opérationnalisation de son entrée dans la ZLECAF et lui a permis de disposer d'une étude d'impact sur l'économie ivoirienne de la ZLECAF réalisée avec le Comité National ZLECAF. Les acteurs du secteur privé regroupés au sein des faitières des entreprises sont outillés pour développer leurs activités dans le cadre de la ZLECAF. Les interventions du PNUD relatives à l'insertion socio-économique ainsi qu'à la promotion de l'entrepreneuriat innovant des jeunes et femmes ont favorisé leur employabilité et la création d'opportunités économiques, bénéficiant à environ 3 454 811 personnes dont 1 693 250 femmes.

La consolidation des acquis démocratiques s'est poursuivie avec la tenue de la 5ème phase du dialogue politique et la révision de la liste électorale conduite avec le concours du PNUD au dernier trimestre 2022. Au vu de l'indice d'inégalité de genre qui demeure élevé (0,613) et le défi de la participation des femmes en tant qu'électrices et candidates aux élections, le PNUD en lien avec le Ministère en charge du genre a signé en octobre 2022 un projet pour relever ce défi.

Le processus de renforcement du cadre de pilotage des interventions en matière de réconciliation et de cohésion sociale a été initié avec l'élaboration de la nouvelle stratégie de réconciliation et de cohésion sociale 2021-2025 adoptée en octobre 2022. Le pays a poursuivi la mise en œuvre de la 2ème phase de son programme social avec un accent particulier sur le renforcement de la résilience des populations vivant dans le Nord face à l'instabilité politique et la montée de l'extrémisme violent au Mali et au Burkina Faso.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable

(CCDD), le PNUD a assuré le lead sur les interventions en lien avec l'amélioration de la gouvernance, le renforcement de la cohésion sociale et le renforcement de la lutte contre les changements climatiques. Cette contribution qui est alimentée régulièrement par des discussions de niveau stratégique avec la Partie nationale et les PTF, constitue des facteurs clés de réussite de la mise en œuvre du CCDD.

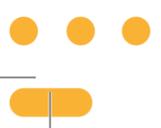
Sur le financement des objectifs du développement durable (ODD), le PNUD a apporté son appui au lancement de la phase initiale du cadre national de financement intégré (CNFI ou INFF) à travers la réalisation d'une Evaluation du Financement du Développement (DFA) ayant permis d'identifier toutes les sources de financement possibles des ODD pour la Côte d'Ivoire.

Pour 2023, le PNUD compte consolider ces acquis, mais aussi relever les nouveaux défis, en particulier l'accompagnement des jeunes durant cette année dédiée à la Jeunesse. Il s'agira aussi de renforcer la digitalisation de la gouvernance et de l'économie, ainsi que de promouvoir la croissance verte comme levier du développement durable.

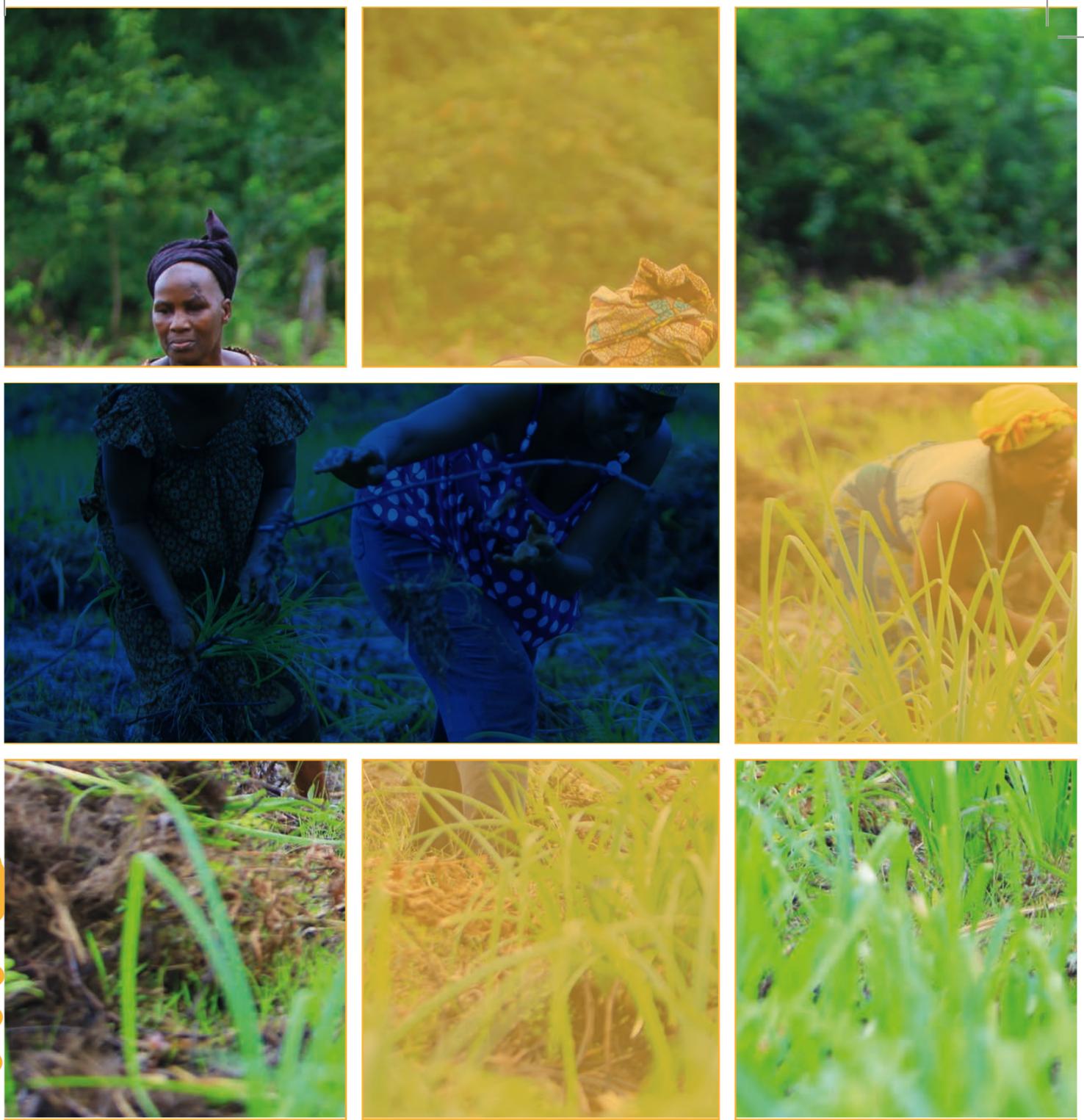
Les résultats stratégiques obtenus par le Bureau sont encourageants, et j'exprime ma gratitude aux partenaires au développement pour leur accompagnement indéfectible dans un contexte marqué par une conjoncture internationale difficile.



**Carol Flore SMERECZNAK**  
Représentante Résidente du PNUD Côte d'Ivoire



# ٥٠٠ ١٠٠ ١٠٠ ١٠٠ ١٠٠ ١٠٠



**NOTRE IMPACT  
EN 2022 EN  
CHIFFRES**

# LE PNUD EN CHIFFRES

Plusieurs personnes ont vu leurs conditions de vie s'améliorer grâce au soutien du PNUD Côte d'Ivoire

## ► CONSOLIDATION DU PROCESSUS DEMOCRATIQUE

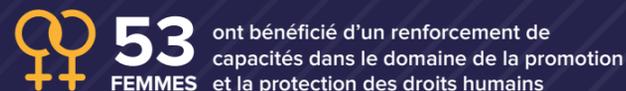


Meilleure participation des femmes au processus démocratique dont la proportion est passée de

**13,3% ▶ 15,6%**  
A U P A R L E M E N T



Cellules d'alerte précoce universitaires (CAPU) opérationnelles



## ► PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME



## CONSOLIDATION DE LA PAIX

### ► PREVENTION DES CONFLITS ET DE L'EXTREMISME VIOLENT



### ► RENFORCEMENT RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS



### ► PARTICIPATION DES FEMMES DANS LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

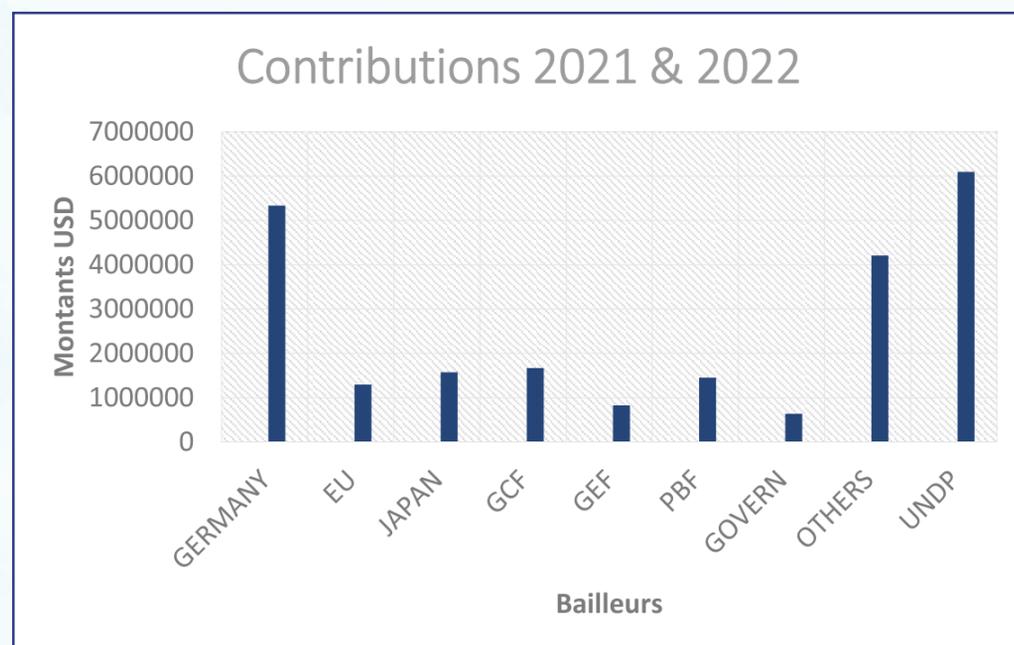


NOTRE IMPACT EN 2022 EN CHIFFRES

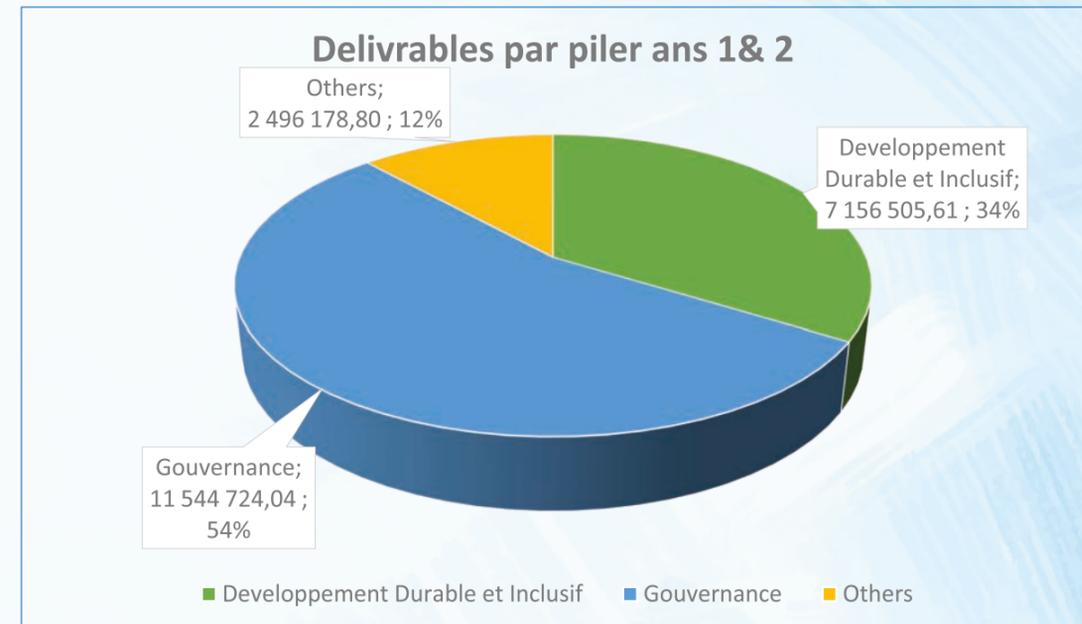
## Principaux donateurs



Principaux Bailleurs	2021	2022	Total
GERMANY	1 961 512,34	3 375 954,00	5 337 466,34
EU	1 009 472,94	285 154,84	1 294 627,78
JAPAN	1 577 100,73	-	1 577 100,73
GCF	1 671 747,69	-	1 671 747,69
GEF	113 176,71	714 145,00	827 321,71
PBF	1 271 601,58	185 000,00	1 456 601,58
GOVERN		640 590,37	640 590,37
OTHERS	4 146 759,16	63 656,00	4 210 415,16
UNDP	4 559 769,64	1 534 416,16	6 094 185,80
<b>Total</b>	<b>16 311 140,79</b>	<b>6 798 916,37</b>	<b>23 110 057,16</b>

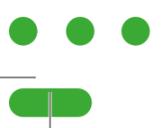


## Délivrables par pilier



## Projets implémentés

Project	Description	Budget	Disbursement
13129	PAUVRETE URBAINE	8 100	-
95928	APPUI RENFORCEMENT CONFIANCE	100	1 690
95943	PLANIFICATION COORDINATION	191 061	86 506
101217	Planification stratégique dev	600 267	426 419
103170	Planification Adaptation	1 249 767	550 411
103171	Strengthening the transparency	714 145	575 403
103531	APPUI FORMATION CONTINUE DE LA	1	1 622
106063	Renforcement Reponse Violence	1	337
110184	RBA Senior Economist Programme	275 061	262 585
111125	Support to GCFTF	8 673	7 482
111529	Appui au processus démocratique	12 903	1 948
112330	Etat de droit et droits humain	23 057	354
112399	NDC support Programme CI	518 054	256 688
113905	Joint UNDP-DPPA Programme CP	183 475	48 222
114502	Appui au programme	308 863	626 555
116775	Reintegration (phase2)	163 652	146 567
116956	Forêts sacrées et cohésion so	10 967	131
118347	Cross Border Phase II	32 081	32 080
118417	Accelerator Lab-Cote d'Ivoire	353 478	248 497
119016	Jeunes moteurs prevention conf	47 818	10 770
119409	Appui aux Elections en CI	2 609 010	1 431 962
119607	PARCP 3	460 000	345 921
121354	HIV Inclusive Governance	162 000	56 866
124957	PIP Economie bleue	20 000	14 471
125283	SCALA Cote D'Ivoire	1	-
125353	Construction d'une élite polit	239 405	208 756
125519	Plan Initiation Etat de Droit	2 679	855
125547	Connecting Business Initiative	23 621	14 898
125630	Strengthening COVID-19 Nationa	355 311	356 377
126347	Plan d'initiation foret	218 467	195 947
126616	Assis Prep Emancipation po fem	18 850	18 834
127113	WHO-UNDP EU Funded	60 000	49 965
128105	Global Strategy	18 492	4 379
128651	Stockholm+50 Consultations	81 000	62 891
129309	Sécurité Humaine dans le Gbêké	199 312	144 846
129701	Cross Border CIV/BF	518 480	386 358
130650	Appui a la COP15	640 590	349 972
131158	Stabilité et engagements	1 398 473	621 546
<b>Total général</b>		<b>11 727 214,22</b>	<b>7 536 950,54</b>



٥٠٠

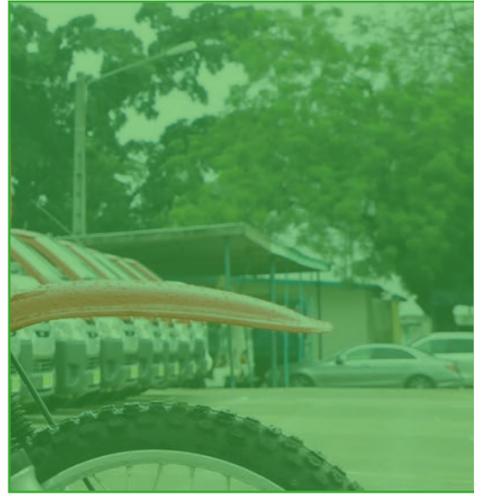
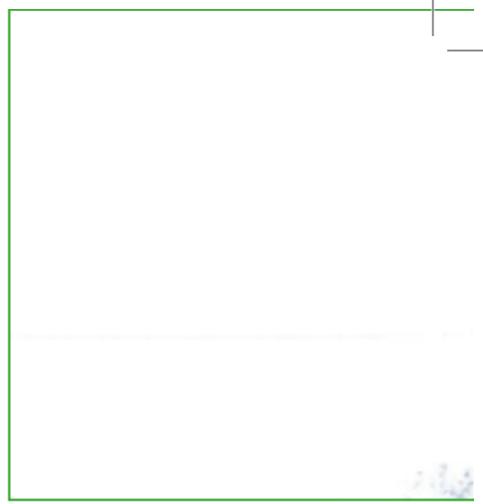
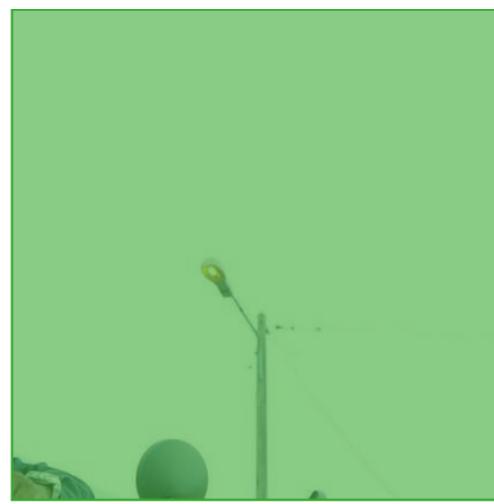
٥٠٠

٥٠٠

٥٠٠

٥٠٠

٥٠٠



**REPONSES  
ET EXPERIENCES  
REUSSIES**



1.  
**GOVERNANCE  
INCLUSIVE,  
ÉTAT DE DROIT  
ET QUALITÉ DES  
INSTITUTIONS**



Cas de violation de droits humains traités



### GOUVERNANCE INCLUSIVE, ÉTAT DE DROIT ET QUALITÉ DES INSTITUTIONS

## Renforcement de l'État de Droit, de la promotion des Droits Humains et de la lutte contre la violence basée sur le genre

Le cadre juridique et organisationnel de la formation continue au sein de la Police nationale, intégrant le genre est renforcée et le dispositif juridique d'accompagnement pour l'institutionnalisation de la formation continue au sein de la police nationale est adopté.

La gestion des ressources humaines au sein de la police nationale est redynamisée et les actions de formation continue sont valorisées avec le renforcement de l'applicatif de gestion des ressources humaines existant à la Police avec une série de fonctionnalités complémentaires pour une meilleure gestion de la carrière des fonctionnaires de police, la mise en place d'un système de gestion électronique de documents (GED) et le renforcement du dispositif de gestion des statistiques criminelles.

La lutte contre les violences basées sur le genre est améliorée avec le renforcement des capacités techniques et matérielles du Centre d'accueil et d'hébergement d'urgence des victimes de VGB de Bouaké.

Les capacités du staff PNUD et CNDH sur la thématique des LGBT sont renforcées sur la promotion et la protection des droits des minorités sexuelles et de genre, et la perception de la diversité sexuelle et du genre est améliorée auprès des universitaires qui se sont engagés à intégrer la diversité sexuelle, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les LGBTI dans ses modules de formation au sein de l'Université de Bouake.



Cellules d'alerte précoce universitaires (CAPU) opérationnelles



**2000**  
ETUDIANTS  
SENSIBILISÉS



**33%**  
de filles



**52 incidents**  
traités par le centre d'alerte  
précoce



GOUVERNANCE INCLUSIVE, ÉTAT DE DROIT ET QUALITÉ DES INSTITUTIONS

## Consolidation de la paix et renforcement de la cohésion sociale

Les mécanismes de coordination de la cohésion sociale et les actions de sécurité communautaire au niveau régional et départemental sont opérationnels grâce aux sessions de dialogue organisées et les appuis en termes de renforcement des capacités techniques et matérielles.

La prévention et la gestion pacifique et inclusive des conflits en milieu universitaire est améliorée à travers une compréhension commune de la violence, des facteurs de paix et de résilience.

Le rapport de la Recherche Approche Participative (RAP) est disponible.

L'engagement de la jeunesse estudiantine (jeunes femmes et jeunes hommes) dans la gouvernance universitaire est renforcé et valorisé grâce aux sessions de capacitation organisées à l'attention des étudiant(e)s sur des thématiques d'intérêt.





**13 conflits** communautaires et transfrontaliers ont été prévenus ou réglés pacifiquement

**34%** avec l'implication des femmes

## GOVERNANCE INCLUSIVE, ÉTAT DE DROIT ET QUALITÉ DES INSTITUTIONS

### Stabilisation, lutte contre la fragilité

Les communautés locales, y compris les jeunes et les femmes, disposent de capacités techniques et matérielles pour mettre en place des activités génératrices de revenus et renforcer leur résilience socio-économique.

La gouvernance des frontières est améliorée grâce au renforcement des capacités opérationnelles et techniques des agents en charge de la gestion des postes-frontières, l'amplification de la couverture du réseau téléphonique, l'équipement des postes frontières et des communautés dans les zones frontalières, l'appui à l'élaboration de la politique nationale de gestion intégrée des frontières.



### LE PNUD DANS LE SYSTEME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Le PNUD participe activement à la mise en œuvre et au suivi de la mise en œuvre du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCDD). En tant que principale agence de développement des Nations Unies, et eu égard à son mandat d'intégrateur du fait de sa capacité à connecter et à fournir des services et plateformes favorisant la collaboration pour la réalisation des Objectifs de développement durable, le PNUD assure le lead sur les interventions en lien avec l'amélioration de la gouvernance, le renforcement de la cohésion sociale et le renforcement de la lutte contre les changements climatiques. Cette contribution qui est alimentée régulièrement par des discussions de niveau stratégique avec la Partie nationale et les PTF, constitue des facteurs clés de réussite de la mise en œuvre du CCDD.



**3 546 633**  
personnes

des régions du nord et du centre sont touchées par les interventions du PNUD



**709 410**  
nouveaux électeurs



**317 726**  
F E M M E S

**45%**  
de femmes  
**3413**  
vivants avec  
handicap

**49%**  
du nombre total  
d'inscrits

## GOUVERNANCE INCLUSIVE, ÉTAT DE DROIT ET QUALITÉ DES INSTITUTIONS

### Appui constant pour la consolidation du processus démocratique

Le dialogue entre les parties prenantes au processus électoral est facilité.

La décrispation de l'environnement électoral est renforcée grâce à l'organisation des plateformes d'échanges entre les parties prenantes aux élections (les partis politiques, la société civile et les médias).

La plateforme d'alerte précoce et de coordination des réponses autour des risques est opérationnelle et pérennisée à travers le renforcement des capacités de la plateforme d'alerte précoce du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) et de la Commission Electorale Indépendante (CEI).

Le processus électoral est plus inclusif grâce aux actions de sensibilisation et de formation à l'attention de l'électorat, la communication stratégique de la CEI est renforcée pour assurer une plus grande transparence autour du processus électoral, et les capacités du personnel électoral sont renforcées.



Meilleure participation des femmes au processus démocratique dont la proportion est passée de

**13,3% ▶ 15,6%**  
A U P A R L E M E N T



## 2. CROISSANCE INCLUSIVE, RÉSILIENCE ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS





**215 jeunes entrepreneurs** | **108 femmes**

engagés dans des activités génératrices de revenus



**556 jeunes** | **227 FEMMES** ET **119 FILLES DÉSCOLARISÉES**

ont amélioré leurs revenus et jouissent de meilleures conditions de vies

CROISSANCE INCLUSIVE, RÉSILIENCE ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

## Réintégration socio-économique et promotion de l'entrepreneuriat

*Réalisations d'infrastructures socio-économiques de base*

Des milliers de personnes rapatriées et leurs communautés hôtes ont eu un meilleur accès à l'eau potable grâce aux pompes hydrauliques à motricité solaire et humaine réalisées par le PNUD dans plusieurs villages d'accueil. En effet, ce sont deux (02) projets d'hydraulique villageoises améliorées qui ont été initiées dans les localités de Goulaleu et de Daleu respectivement dans les départements de Zouan Hounien et Danané. De même, 03 pompes hydrauliques à motricité humaine ont été réalisées dans les villages de Outouké, Yocobo 2 et Méninké. Ces pompes permettent aujourd'hui à environ 6 143 habitant.es dont 3 066 femmes d'avoir un meilleur accès à de l'eau potable. La réduction de la pénibilité de la corvée d'eau et l'économie de temps y consacrée ont permis aux femmes de prendre une part plus active aux activités sociales du village.

*Soutien aux AGRs et entrepreneuriat des jeunes et des femmes*

Les conditions de vie de 10 chefs de ménage dont 4 femmes regroupées au sein de 2 organisations communautaires de base (OCB) sont améliorées à travers la réalisation d'activités fédératrices et génératrices de revenus. Ces bénéficiaires disposent désormais de compétences améliorées pour mener à bien les activités d'élevage, agricoles et de commerce divers à travers le renforcement de leurs capacités techniques et managériales. En plus, 556 jeunes dont 227 femmes et 119 filles déscolarisées ont amélioré leurs revenus et jouissent de meilleures conditions de vie à travers la formation à la création et la gestion de microentreprises créatrices de revenus et d'emplois.

En plus, ce sont donc 215 jeunes entrepreneurs dont 108 femmes parmi lesquels 15 filles-mères qui sont résolument engagés dans des activités génératrices de revenus à travers la création de 19 groupements d'intérêts économiques.

Enfin, le PNUD a conçu en liaison avec les Ministères en charge de la promotion de la jeunesse, de la formation professionnelle et des PME, le modèle de Pôle d'Innovation Entrepreneuriale (PIE) qui est un centre intégré de capacitation de jeunes entrepreneur-e-s, d'incubation, de cocréation et de coproduction connectée et d'accélération, offrant un espace collaboratif de travail et une plateforme de conseils et de services d'accompagnement pour le développement d'entreprises basées sur des modèles innovants. Il a pour ambition de dynamiser davantage l'écosystème entrepreneurial. Les PIE d'Abidjan et de San-Pedro ont été installés.



**03 pompes hydrauliques réalisées**



**6143 habitant.es** dont 3066 femmes ont accès à l'eau potable



SGP The GEF Small Grants Programme



Soixante onze (71) projets communautaires ont été approuvés dont soixante-neuf (69) projets en soutien à la production et trois (3) projets d'appuis techniques et de partage des connaissances, pour un financement global de 1,025,000 dollars soit 653 844 955 F CFA. Ce résultat permet au Programme de Microfinancement du FEM de rattraper son retard dans la mise en œuvre du FEM-7 tout en dépassant de 20% l'objectif de mi-mandat, en termes d'engagement des ressources allouées à la Côte d'Ivoire. Le portefeuille de projets innovants approuvés au bénéfice des communautés adressent des défis alignés sur les priorités nationales et ciblant la protection de la biodiversité et des ressources naturelles, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire, la réduction des émissions de CO2, la gestion des déchets y compris la réduction des produits chimiques, l'autonomisation des femmes et l'emploi des jeunes et enfin, la promotion de l'accès aux connaissances sur les solutions et technologies écologiques.

## CROISSANCE INCLUSIVE, RÉSILIENCE ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

### Réponse nationale à la COVID-19 et relance socio-économique

Réalisation d'une étude sur l'analyse de l'extrême pauvreté et ses déterminants, des inégalités et de la vulnérabilité

Le PNUD a accompagné le Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté à la réalisation d'une étude portant sur l'extrême pauvreté, dans un contexte marqué par les impacts négatifs des mesures de lutte contre la COVID-19. La pauvreté, et particulièrement l'extrême pauvreté, est caractérisée par des privations au niveau des populations concernées et peut être accentuée par un manque d'accès aux services sociaux de base. Ainsi, l'analyse de l'extrême pauvreté et de ses déterminants, des inégalités et de la vulnérabilité conduite dans le cadre de cette étude donne une situation de référence de l'extrême pauvreté en Côte d'Ivoire.

En définitive, l'étude portant sur l'extrême pauvreté des communautés dont s'est doté le Ministère avec l'appui technique et financier du PNUD est la première du genre qui a permis de descendre à l'échelle des sous-préfectures. Selon la Ministre, elle se veut exhaustive car elle met en exergue toutes les caractéristiques qui permettent de définir, d'identifier, de localiser et cartographier les personnes : ménages et les localités qui sont dans l'extrême pauvreté en Côte d'Ivoire. L'étude sert d'outil de référence d'aide à la planification et à la prise de décisions au Ministère et à tous les acteurs qui travaillent sur les problématiques de pauvreté en Côte d'Ivoire.



Réalisation d'une étude sur l'immunité collective, stratégie vaccinale et prévention de nouvelles vagues de COVID-19: le cas de la Côte d'Ivoire.

A travers cette étude, le PNUD a mis à la disposition des autorités étatiques un modèle de prévision et de prédictibilité de nouvelles vagues de la COVID-19, dans un contexte marqué par une absence d'outil de prévision fiable et de maîtrise de la pandémie. Ainsi, grâce à cet outil, différentes simulations ont été réalisées pour une meilleure réponse du Gouvernement face à la pandémie, et surtout une meilleure préparation de la COP15 sur la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la déforestation.



CROISSANCE INCLUSIVE, RÉSILIENCE ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

## Gestion durable des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques

Le PNUD a appuyé le Ministère en charge des forêts à reboiser la forêt urbaine de Yamoussoukro afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif de restauration du couvert forestier national.

 **50ha** de forêts reboisés



arbres forestiers plantés

 **500.000**





## Lutte contre le changement climatique et renforcement de la résilience

### 1. Accompagnement de l'Etat de Côte d'Ivoire dans l'émission d'un Eurobond ESG



Dans le cadre de la diversification de ses sources de financement, la Côte d'Ivoire envisage d'avoir recours au marché de la finance ESG. Le PNUD en accord avec le Ministère de l'Économie et des Finances et le Ministère du Budget, ont convenu d'un appui à la Direction de la Dette Publique et des Dons (DDPD) pour la mise en place du cadre de Reporting d'impact ESG des Eurobonds en vue de s'assurer de la conformité des reportings, des projets conformément aux standards internationaux et aux Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Grâce à l'appui du PNUD, les parties prenantes nationales des Ministères concernés ont pu se doter d'un canevas de Reporting et de Mesures d'Impact et des procédures harmonisées pour l'ensemble des Ministères ainsi qu'un outil de consolidation des projets pour la Direction de la Dette Publique, le Ministère du Plan et du Développement et le Ministère des Finances. En plus, les acteurs nationaux concernés maîtrisent mieux les nouvelles procédures de reporting en matière d'Eurobond ESG.

### 2. Développement des facteurs d'émission de niveau 2 spécifiques au pays dans les secteurs de l'Énergie et de l'AFAT

L'objectif de cette activité pour le pays était de disposer des facteurs d'émission des Gaz à Effet de Serre (GES) de niveau 2 pour des inventaires de GES plus précis. Il est à noter que les inventaires réalisés par la Côte d'Ivoire utilisent des facteurs d'émission

par défaut appelés niveau 1. Ces valeurs ne reflètent pas le niveau réel des émissions calculées. Avec l'appui du PNUD, en liaison avec le Ministère en charge de l'Environnement, le pays dispose désormais avec cette activité d'une compilation des facteurs d'émission de niveau 2 développés dans les secteurs de l'AFAT (Agriculture Forêt et Autre utilisation des Terres) et de l'Énergie, hiérarchisé et priorisé en fonction de la dynamique de l'évolution des différents secteurs. Pour le secteur de l'énergie, seule la catégorie transport routier peut utiliser des facteurs d'émission de niveau 2 à condition d'avoir des données sur les dates de mise en service du parc automobile roulant. Pour le secteur de l'agriculture, la sous-catégorie fermentation entérique peut utiliser des facteurs d'émission de niveau 2. Quant à la foresterie, c'est la catégorie terre forestière convertie en terre cultivée qui peut utiliser les facteurs d'émission de niveau 2 tenant compte de données disponibles. Ces facteurs d'émission faciliteront l'élaboration de la quatrième communication nationale et le BUR 2 (Rapport Biennal Actualisé) en cours. Le PNUD appuie le Ministère en charge de l'Environnement pour le plaidoyer de haut niveau pour l'adoption de ces facteurs d'émission qui faciliteront l'élaboration des communications nationales et des Biennaux transparence Report (BTR).

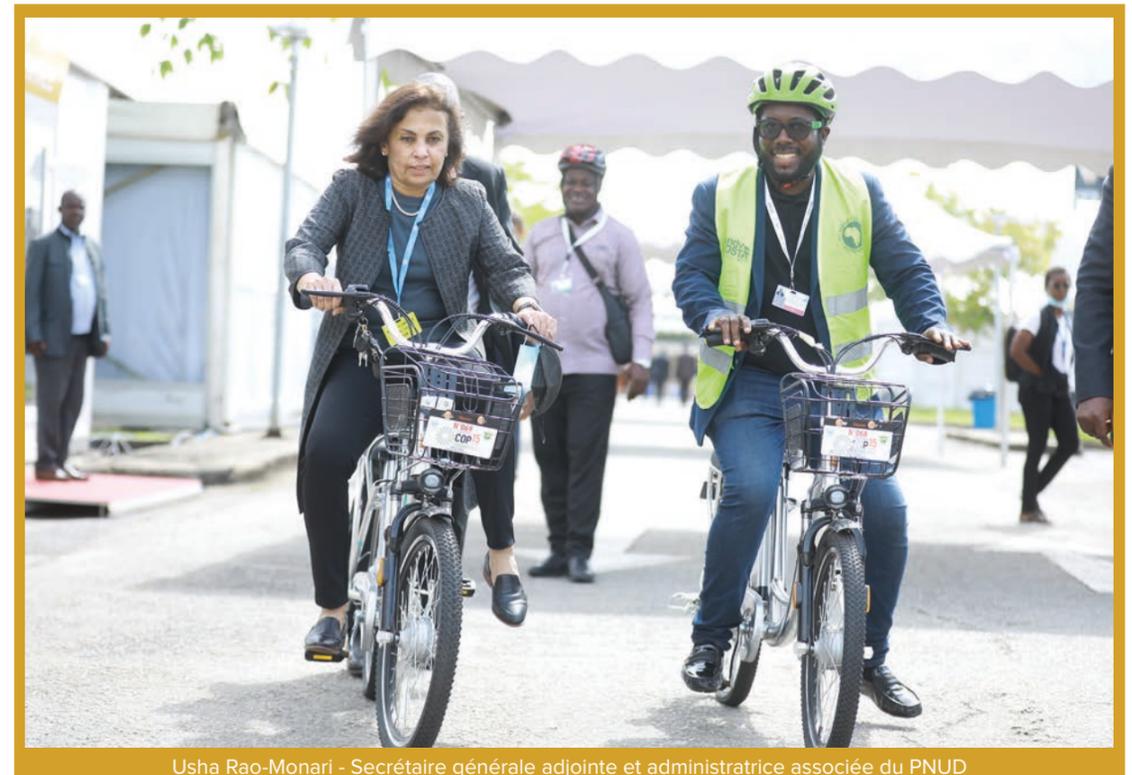


### 3. Le PNUD à la COP15

La quinzième session de la Conférence des Parties (COP15) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 9 au 20 mai 2022. La COP15 a réuni des chefs d'Etat et de Gouvernements, des dirigeants du secteur privé, de la société civile et d'autres parties prenantes clés du monde entier y compris des Agences des Nations Unies pour débattre des questions liées à la gestion durable des terres ainsi que des défis interconnectés.

Engagé aux côtés du Gouvernement Ivoirien, le PNUD a dans le cadre de la COP15 entrepris une série d'initiatives. Ainsi, le Bureau pays a lancé des consultations nationales pour permettre aux acteurs gouvernementaux, aux femmes et jeunes, aux journalistes,

artistes, acteurs et actrices des réseaux sociaux, aux organisations de la société civile et du secteur privé, de contribuer aux réflexions, de donner leurs avis et d'exprimer leur position sur les problématiques qui ont été au cœur des débats lors de la COP15, de la conférence de Stockholm+50 et de la Déclaration de New York sur les forêts. Ce sont environ 413 personnes dont 42% de femmes et 40% de jeunes qui ont été mobilisées lors de ces consultations. Ces consultations ont contribué à assurer le succès de la COP15 et de la conférence Stockholm+50.



Usha Rao-Monari - Secrétaire générale adjointe et administratrice associée du PNUD

**Appui à l'organisation de la COP15, à travers la fourniture de poubelles adaptées pour la gestion efficace des masques COVID.**

L'appui du Bureau pays à l'organisation de la COP15 sur la Désertification, a permis de doter le site de la COP15 recevant plus de 2 000 délégués, de 100 poubelles adaptées pour la gestion des masques usagers COVID. Cet appui a permis d'améliorer le niveau de salubrité du site de la COP15 et de prévenir les contaminations liées à la COVID19 suite à la mauvaise gestion des masques usagers.

### Les CDN en 2022

Les actions en 2022 dans le cadre des CDN, ont porté sur plusieurs aspects, notamment l'élaboration du plan d'investissement et de mise en œuvre des CDN assortie d'une stratégie de communication et la mise en place du dispositif de Monitoring, de Reporting et de Vérification (MRV) des CDN. Le Ministère de l'Économie et des Finances a bénéficié d'un appui sur le processus d'émissions des obligations vertes. Les activités ont également concerné la territorialisation desdites CDN qui se sont traduites par l'appui à l'élaboration du plan climat territorial (PCT) de la région du Bélier. Cela a permis, entre autres, l'élaboration de fiches de projets prioritaires et d'une note de plaidoyer à

l'attention des bailleurs. La région du Bélier a bénéficié d'une prise en charge pour la participation à la CoP 27 sur le climat pour le partage d'expériences et le réseautage en vue de la mobilisation de financements. Toutes ces actions ont eu pour impact d'améliorer l'appropriation des CDN et de ses outils d'opérationnalisation.

### ***Le Plan National d'Adaptation en 2022***

Sur le volet institutionnel, les actions ont porté sur l'appui à l'analyse des textes institutionnels sur le climat, notamment le projet de loi sur le climat. Par ailleurs, la mise en place du système de Monitoring, de Reporting et de Vérification (MRV) du PNA a été entamé avec l'étude de faisabilité et le rapport de dimensionnement du système.

Sur le volet renforcement de capacités et diffusion des connaissances sur le PNA, un Séminaire National sur l'Adaptation aux Changements Climatiques (SENACC) a été organisé et a mobilisé en moyenne 400 personnes par jour sur trois (03) jours. Aussi, trois (03) ateliers de consultations et de validation des options d'adaptation aux changements climatiques ont été organisés avec la participation de 210 personnes en tout, avec à la clé la production de la version provisoire du PNA.

Sur le volet mécanismes de financement durable de l'adaptation, le projet d'alerte précoce multirisques climat a été renforcé par la prise en compte des commentaires du bailleur dans la note conceptuelle. Un appui a été apporté aux missions de terrains et aux ateliers de préparation du projet d'assurance indicielle dans la filière riz avec comme partenaire African Risk Capacity.



### 3. POLITIQUES ET STRATÉGIES



## Final Report

# ASSESSMENT STUDY ON THE IMPACT OF AFRICAN CONTINENTAL FREE TRADE AREA (AfCFTA) AGREEMENT ON THE ECONOMY OF CÔTE D'IVOIRE

DEPARTEMENT OF ECONOMICS AND MANAGEMENT SCIENCES (UFR-SEG)  
AT THE FELIX HOUPHOUET-BOIGNY UNIVERSITY (UFHB)



## POLITIQUES ET STRATEGIES

### Réalisation de produits de connaissances

Au cours de l'année 2022, le bureau du PNUD Côte d'Ivoire a réalisé divers produits de connaissance à la demande du Gouvernement. Il s'agit de notes de recherche et d'analyse qui portent sur différents aspects de la situation socioéconomique en Côte d'Ivoire. Ces produits montrent que le pays vit le paradoxe des (PRI) MICs, c'est-à-dire à la fois une économie sur une trajectoire d'émergence (croissance moyenne de 7 % depuis une décennie) mais avec des niveaux de la pauvreté (39,4 %), des inégalités et de disparités régionales élevés. Ces produits de connaissances contribuent à renforcer le rôle du PNUD dans le conseil stratégique au gouvernement et son positionnement dans des domaines et des thématiques-clés du développement durable. Il s'agit des produits suivants :

- ▶ **Immunité Collective, Stratégie vaccinale et Prévention de Nouvelles Vagues : le cas de la Côte d'Ivoire** : Cette étude analyse la prédictibilité d'une éventuelle nouvelle vague de COVID 19 en Côte d'Ivoire en construisant un modèle économétrique qui prend le taux de contamination comme variable exogène puis endogène.
- ▶ **Impact sur l'économie ivoirienne de l'accord de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf)** : Cette étude est une évaluation de l'impact de la mise en œuvre de la ZLECAf sur l'économie ivoirienne en utilisant un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC).
- ▶ **Analyse de l'extrême pauvreté et ses déterminants, des inégalités et de la vulnérabilité en Côte d'Ivoire** : C'est une mesure de l'extrême pauvreté jusqu'au niveau de chaque Sous-Préfecture à travers une série d'analyses statistiques et économétriques qui a permis d'établir (i) un profil désagrégé des individus extrêmement pauvres et les déterminants, (ii) les inégalités et la vulnérabilité des individus, et (iii) la résilience des ménages face aux chocs de diverses natures.
- ▶ **COVID-19 et Trajectoires d'Emergence : Données et Perspectives Africaines** : une réalisation d'études de cas dans quatorze (14) pays africains avec un accent particulier sur (i) l'état de la transformation structurelle, (ii) les facteurs qui l'accélèrent et (iii) le cadre macroéconomique (y compris la dette et les stratégies de financement du développement).
- ▶ **Impact de la crise Russe/Ukrainienne sur la Côte d'Ivoire** : Cette étude analyse les effets de la crise russo-ukrainienne et montre à quel point le choc d'approvisionnement sur les biens importés et la baisse des recettes fiscales ont affecté l'économie ivoirienne.
- ▶ **Impact des sanctions de la CEDEAO contre le Mali sur les Economies de la sous région** : Cette étude analyse à quel point les effets des sanctions économiques de la CEDEAO sont perceptibles dans l'économie de la Côte d'Ivoire.



## POLITIQUES ET STRATEGIES

### La contribution au Rapport Volontaire National

La Côte d'Ivoire, à l'instar de 46 autres pays, a présenté son 2ème VNR au Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le DD, qui s'est tenu du 05 au 15 Juillet 2022 à New York. Après celui de 2019. Le thème retenu pour cette 7ème édition est Reconstruire en mieux après la maladie à coronavirus (COVID-19) tout en faisant progresser la mise en œuvre complète de l'agenda du développement durable à l'horizon 2030 ».

Pour cette 7ème édition, cinq ODD ont été retenus : ODD 4 Education de qualité ; ODD 5 Egalité des sexes, le genre ; ODD 14 Vie Aquatique, vie Marine, ODD 15 Vie Terrestre (préserver et restaurer les écosystèmes terrestres) et ODD 17 les partenariats pour l'atteinte des ODD

L'appui du PNUD a porté essentiellement sur :

- ▶ La mise à disposition de trois consultants pour les ODD 14, 15 et 17 ;
- ▶ L'appui consultatif et technique à la partie nationale à travers une participation effective à tous les ateliers et processus mises en place pour l'élaboration du VNR ;
- ▶ L'appui financier à travers la prise en charge des frais de voyages pour les acteurs de la Société civile lors des deux ateliers portant respectivement sur : i) Forum Régional Africain sur le Développement Durable, du 03 au 05 mars 2022, à Kigali ; et ii) Forum politique de Haut niveau (FPHN) sur le développement durable de New York du 05 au 15 Juillet 2022.

Ces appuis ont permis à la Cote d'Ivoire de finaliser la rédaction de son deuxième rapport national volontaire, qui a été présenté, avec succès, à New York, lors du FPHN.

### L'accélération du processus DFA/INFF

La Côte d'Ivoire fait partie, depuis le 13 septembre 2019, des pays pilotes retenus pour expérimenter l'initiative DFA/INFF soutenue par l'Union Européenne, le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies, la Banque Mondiale et le FMI.

Pour la conduite de ce processus hautement important pour la Côte d'Ivoire, le PNUD appuie le gouvernement à travers la mise à disposition d'une expertise internationale (recrutée avec l'appui du Hub Finance du PNUD), et national.

Le DFA reste la première étape pour parvenir à l'INFF, qui fournit un cadre pour financer les ODD et les priorités nationales en fonction du contexte. Il s'agit avec l'INFF de promouvoir les instruments de financements nationaux ou régionaux pour atténuer les vulnérabilités et risques sur le portefeuille des pays, notamment sur la dette publique.

Cet exercice permet à la Côte d'Ivoire d'avoir une évaluation des différentes sources de financement pour son Plan National de Développement et de mettre en place une stratégie pour le financement de son développement durable surtout des ODD.



## POLITIQUES ET STRATEGIES

### Le positionnement de la Côte d'Ivoire dans la ZLECAF

L'accord portant création de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine, communément appelé ZLECAF a été signé par les Chefs d'états africains le 21 mars 2018 à Kigali, et les activités de la zone de libre-échange, première étape du processus d'intégration ont été officiellement lancés, lors du sommet de Niamey du 07 Juillet 2019. Cet accord constitue une étape essentielle de l'intégration des économies Africaines entre elles, à travers notamment l'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires au commerce.

Conscient des gains que la mise en œuvre de la ZLECAF generera, au niveau du pays, le bureau pays PNUD, a beaucoup investi dans la ZLECAF, dans le cadre de la mise de son CPD 2021-2025, en vue d'aider la Côte d'Ivoire, dans son ambition d'être comptée parmi les pays champions de la mise en Afrique et de lui assurer un meilleur positionnement au sein de la ZLECAF. Il s'agit de :

- ▶ Organisation de consultations nationales, tenue le 12 juillet 2021 à Abidjan, de la phase préparatoire du protocole africain sur les femmes dans le commerce dans le cadre de la ZLECAF ;
- ▶ Organisation d'un séminaire de formation et d'information sur la ZLECAF à l'attention des femmes entrepreneures ;
- ▶ Réalisation d'études d'impacts et diagnostics pour comprendre les implications de la ZLECAF pour l'économie ;
- ▶ Accompagnement de la Chambre Consulaire Régionale et la Commission de l'UEMOA dans la mise en place du Comité de Pilotage Stratégique (CPS) de la stratégie régionale d'accompagnement du secteur privé de l'UEMOA dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) ;
- ▶ Accompagnement de la Chambre Consulaire Régionale et la Commission de l'UEMOA dans le cadre du séminaire d'information, de sensibilisation et de formation à l'endroit des directeurs et Secrétaires Généraux des organisations membres de la CCR-UEMOA sur la ZLECAF, du 06 au 08 Septembre 2022 ;
- ▶ Recueil des besoins en formation des PME Ivoiriennes organisé le 25 Octobre 2022, sur la ZLECAF ;
- ▶ Appui à la mise en place d'un programme de Renforcement de capacité de 50 PME Ivoiriennes dans l'identification des opportunités de marchés intra-Africains dans le contexte de la ZLECAF ;
- ▶ Appui à la CN ZLECAF pour la réalisation d'une étude d'évaluation budgétaire de la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAF en Côte d'Ivoire et identification des partenaires techniques et financiers.



## POLITIQUES ET STRATEGIES

### Participation à la consolidation du mécanisme de coordination de l'aide et de concertation sur le financement efficace du développement

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante « Participation à la consolidation du mécanisme de coordination de l'aide et de concertation sur le financement efficace du développement » du Programme cadre pour le Pilotage Stratégique du Développement/ODD, une contribution de financement a été mobilisée par le PNUD auprès de la Délégation de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire d'un montant de 500.000 € repartis en charges salariales d'expertises techniques (95%) et pour d'autres activités (5% - atelier, communica-

tion, équipements informatiques, etc.).

L'expertise internationale mobilisée dans le cadre du PPSD a apporté divers appuis à un double niveau : i) au Ministère du Plan et du Développement à travers sa Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide (DGSCA) et ii) au mécanisme de concertation des PTF dans le cadre de son dialogue avec le Gouvernement de la Côte d'Ivoire.

#### *Appui à la DGSCA*

Comme prévu au titre de la poursuite de l'opérationnalisation de la composante 3 sur la consolidation du mécanisme de coordination de l'aide et de dialogue entre l'Etat et les Partenaires, cette expertise continue depuis son recrutement d'appuyer la Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide (DGSCA) du Ministère du Plan et du Développement (MPD). Cette direction générale a, entre autres, en charge la coordination interministérielle des interventions extérieures pour renforcer les synergies entre l'Etat et les partenaires au développement.

Dans ce cadre l'expert international a participé à l'élaboration du Programme de Travail Annuel 2022 de la DGSCA qui comprends les 4 axes suivants :

- ▶ la Consolidation du plaidoyer et de la communication ;
- ▶ le Renforcement du dispositif de dialogue sur le partenariat et la coopération au développement ;
- ▶ le Renforcement de la Coordination et développement d'outils et des capacités des acteurs nationaux pour une meilleure diffusion des données de l'Aide et au Développement et
- ▶ l'Elaboration, Évaluation de la mise en œuvre et des résultats des stratégies de développement.

De façon spécifique il a eu une contribution significative pour la mise en œuvre d'actions relevant du premier axe et portant sur :

- la poursuite du processus de finalisation de la **Politique Nationale pour le Partenariat au service du Développement en proposant le mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre de ladite Politique et une proposition de dialogue sur les modalités de mise en œuvre des interventions extérieures** ;
- L'élaboration du **Programme cadre pour le Pilotage Stratégique du Développement (PPSD 2023-2025)** à travers une proposition de note conceptuelle qui **souligne les composantes** et indique le processus d'élaboration ;
- la mise en place en cours **d'un portail web sur les ressources documentaires de la coopération au développement dont les TdR ont été élaborés et finalisés** ;
- le plaidoyer relatif au **positionnement institutionnel de la DGSCA au sein du MPD sur les cadres de dialogue, à travers la proposition de plusieurs notes** ;
- la finalisation du **Protocole d'entente cadre, des protocoles d'entente projet entre la CIV et le Canada en assurant le suivi et la prise en charge des observations des ministères sectoriels impliqués dans la mise en œuvre des projets de la coopération canadienne** ;
- l'élaboration d'un **projet de Protocole d'entente cadre entre la CIV et la Grande Bretagne**.

En accord avec le MPD depuis l'année 2019, il avait été convenu de mettre en place un cadre formel de dialogue dénommé Comité Conjoint Développement (CCD). Cette priorité confirmée par la Ministre du Plan et Développement et la Troïka (la Banque mondiale, l'AFD, le PNUD), le 7 mai 2021 constitue l'un des axes sur lesquels l'expert international a produit une note sur le projet de mandat du CCD. Toutefois, **l'attention devrait porter sur la finalisation/validation du mandat et la prise de textes pour la formalisation du cadre de gouvernance du CCD de dialogue entre les partenaires et le gouvernement. L'adoption du PND 2021-2025 par loi n°2021-895 du 21 décembre 2021 et de son mécanisme de gouvernance pose la problématique, outre les actes administratifs nécessaires mentionnés ci-dessus, de l'articulation du CCD dans ledit mécanisme. Cette problématique devra faire l'objet d'une attention afin de permettre de rationaliser les cadres de dialogue et réduire ainsi les coûts de transactions pour l'ensemble des parties prenantes.**

#### *Appui au mécanisme de concertation des PTF*

Parallèlement et simultanément, l'expert international a continué d'apporter un appui au fonctionnement de la Troïka des Chefs de Coopération, dirigée conjointement par le Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD), la Représentante Résidente du PNUD et la Directrice des Opérations de la Banque Mondiale.

L'expertise internationale mobilisée par le PNUD a activement participé à la redynamisation du mécanisme de concertation validé et adopté par la réunion du Groupe des Ambassadeurs du 24 novembre 2021. L'architecture de l'organisation des PTF en CI peut être schématisée de la façon suivante :

Une Troïka du groupe des PTF organisée en trois (3) niveaux de dialogue :



L'expert international, conformément aux TdR du Pool Permanent d'Expertises (PPE) dont elle a significativement participé à l'élaboration des TdR, a apporté un appui au Groupe de Travail Sectoriel (GTS) Transport coordonné par la BAD (appui à la mise en place de son secrétariat), au GTS Protection Sociale coordonné par l'UNICEF (passage de la coordination de la Banque mondiale à l'UNICEF) et au GTS Gestion des Finances Publiques coordonnée par la Délégation de l'Union Européenne (réunion du 13 juillet présentation mécanisme de concertation des PTF et articulation avec les cadres de dialogue du Gouvernement).

Dans ce cadre de l'appui au fonctionnement du mécanisme de concertation des PTF, l'expert international a contribué à la préparation des réunions mensuelles du Groupe des Chefs de Coopération (GCdC) du 11 février, du 18 mars, du 8 avril, du 27 mai et du 15 juillet ainsi que de la réunion des Leads GTS avec la Troïka du GCdC du 11 mars 2022.

Par ailleurs, l'expert international a participé à la préparation de la réunion entre la Troïka du GCdC et la Ministre du Plan et du Développement du 31 mars. Dans ce cadre il a participé à **l'élaboration d'une proposition de protocole d'entente relatif aux modalités de rencontres entre le Gouvernement de la Côte d'Ivoire (GdCI) et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans le cadre du suivi-évaluation des politiques de développement (MoU), puis à l'élaboration d'une Note d'information sur l'organisation du Groupe des PTF et du cadre de dialogue Etat-PTF partagée avec la Ministre lors de la réunion ci-dessus mentionnée.**



**4.**  
**THÉMATIQUES  
TRANSVERSALES**

## THÉMATIQUES TRANSVERSALES

# Capitalisation des acquis sur la création d'emploi favorisée par la formation professionnelle et technique, l'entreprenariat, l'innovation et le leadership des jeunes

Le PNUD, à travers son laboratoire d'accélération, en cohérence avec les priorités du pays, a exploré et cartographié, au cours de l'année 2022, plus d'une centaine de solutions, aussi bien exogènes qu'endogènes, pour adresser les défis prioritaires de développement.



Sur cette lancée, le laboratoire a continué ses expérimentations sur la reforestation dont les solutions ont été achetées par le Gouvernement à travers le Ministère des Eaux et Forêts. Il a également procédé à une déviation positive des solutions de lutte contre la Covid 19 pour les appliquer à d'autres domaines tels que la protection civile.

Par ailleurs, la digitalisation de l'administration, l'innovation entrepreneuriale des jeunes, l'inclusion socio-économique des femmes et la lutte contre les fragilités au Nord sont au nombre des défis appréhendés au cours de cette année 2022.

### 1- La lutte contre le COVID 19 : le déclic d'accélération des innovations

La pandémie COVID 19 a servi d'opportunité au PNUD en Côte d'Ivoire, pour promouvoir les jeunes innovateurs-trices, qualifiés-es de "petits génies de la Côte d'Ivoire". Le PNUD en 2020 a travaillé avec des jeunes start-ups pour co-créeer et concevoir plusieurs prototypes de solutions, aidant ainsi le Gouvernement à lutter efficacement contre la COVID 19.

Ainsi, plusieurs prototypes ont vu le jour, à savoir :

## SENSIBILISATION DES POPULATIONS

**Prototype d'une plateforme digitale multi-modulaire**, tenant compte de tous types de supports y compris les téléphones non Android, intégrant :



**Une cartographie dynamique**

de l'évolution du COVID-19 dans le pays



**Une application de gestion des fake news**

pour renforcer le dispositif de délivrance des autorisations de déplacements à corrélérer avec l'autotest au COVID 19

**Prototype de drone de sensibilisation made in Côte d'Ivoire**, doté d'un haut-parleur à longue portée, capable de porter des messages pré-enregistrés et/ou en live



## DÉSINFECTION DES ESPACES PUBLICS ET DES FOYERS CONTAMINÉS

(en appui à l'institut national d'hygiène publique)



**Prototype de tunnel de désinfection**

doté d'une intelligence artificielle



**Prototype de drone de pulvérisation**

pour la désinfection des espaces publics



**Prototype d'un robot de pulvérisation**

pour la désinfection des espaces publics

## LUTTE CONTRE LES VBG ET AUTRES TYPES D'AGRESSIONS



**Prototype d'un bracelet électronique baptisé « Pass Mobile Alert », couplé à une application reliée à la plateforme d'alerte de la police nationale.** Cette solution a été développée à la suite d'une étude menée sur l'impact de COVID-19 sur les VBG mais également sur la perception de COVID-19 par les populations.

## LUTTE CONTRE LES VBG ET AUTRES TYPES D'AGRESSIONS



**Mise en place d'un Fab Lab au sein de l'INP-HB de Yamoussoukro** pour le prototypage de respirateur artificiel, de tunnel de désinfection et de drones.

**Le PNUD a ainsi donné la chance à ces jeunes de maintenir leurs start-ups à flot durant cette période difficile.**

**Pour ce qui est de la collaboration avec l'Institut National Polytechnique de Yamoussoukro**, le Laboratoire d'Accélération a procédé à une déviation positive, par l'extension des activités d'incubation au sein du FabLab pour l'étendre à plusieurs domaines tels que la foresterie, la ville intelligente, etc.

Afin de **promouvoir l'innovation technologique au sein de cette institution académique**, plusieurs activités ont été réalisées (dont un hackathon) qui ont débouché sur la **mise en place d'un muséum de prototypes**.



## 2- L'appui à la reforestation en Côte d'Ivoire

L'appui du PNUD, à travers l'Accelerator Lab s'est matérialisé par le prototypage de plusieurs solutions dont les principales sont :

### REBOISEMENT



**Conception d'un prototype de drone de reboisement**  
avec une fonction d'épandage de seedballs qui permet de planter des milliers d'arbres en quelques heures



**Conception d'un système intégré**  
de capteurs, d'application mobile et de reconnaissance de bruits de tronçonneuses

### PRÉSERVATION DES FORÊTS



**Mise à disposition de drones**  
pour la collecte de données aériennes à temps réel (vidéo et photo)



**Conception d'un prototype de drone de comptage des arbres et d'identification des espèces floristiques et fauniques (en cours)**  
Ce type de drone est doté d'une intelligence artificielle



**Développement d'une approche d'agriculture intelligente et de culture intensive**



**Fabrication de bio-charbon et d'engrais à base de bio-charbon**  
à base de déchets agricoles (coques de coco, cabosses de cacao, etc.)

Une étude a également été réalisée sur la cartographie de l'écosystème « forêts ».

## 3- L'innovation entrepreneuriale : accélérateur de l'employabilité des jeunes et des femmes.

Le projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale est la réponse du PNUD pour apporter des solutions aux défis d'employabilité et d'insertion professionnelle de 100 000 jeunes femmes et hommes d'ici 2025. Il est mis en œuvre en partenariat avec les ministères en charge de la jeunesse, de la formation professionnelle et des PME et est en cohérence avec les priorités nationales telles que définies dans les documents programmatiques stratégiques (PND, 2021-2025 ; CPD 2021-2025, etc.).

Il est décliné en trois composantes, avec les résultats atteints à ce jour, à savoir :

### i) Capacitation (développement des compétences) des jeunes entrepreneurs-eures

Près de **1000** jeunes dont **52%** de femmes ont vu leurs capacités développées dans les localités d'Abidjan, San-Pedro, Korhogo, Man, Yamoussoukro et Bouna

**01** plan de renforcement de capacités des structures nationales de soutien à l'entrepreneuriat élaboré

### ii) Déploiement national d'un dispositif intégré, y compris digital, d'incubation, de cocréation, de coproduction connectée et d'accélération dans des espaces collaboratifs de travail basés sur des modèles innovants et de production durable, compétitives et résilientes aux chocs

**01** espace digitale en cours d'élaboration sous forme de guichet unique de soutien à l'innovation entrepreneuriale

**03** pôles d'innovation entrepreneuriale en cours d'opérationnalisation (Abidjan, San Pedro et Korhogo)

### iii) Facilitation de l'accès des jeunes et des femmes aux ressources financières et ou matérielles pour développer leurs TPE/PME et startups

**01** examen sur la cartographie de l'écosystème entrepreneurial réalisé y compris les structures d'appui financier et d'accès aux marchés

## 4- La Digitalisation des services publics

Le PNUD a opté pour adresser la question des droits humains et la qualité des institutions à travers l'accès à la justice. Ainsi, le tribunal de San Pédro a été le site pilote pour dérouler les protocoles du laboratoire.

**50** solutions explorées **04** solutions cartographiées

**A.** L'accès à l'information judiciaire par la **digitalisation de l'information judiciaire** visant à rendre disponibles les informations en temps réel à distance par la mise en place d'une borne digitale connectée de gestion d'information avec système USSD/SMS. Cette borne vise à gérer les besoins du justiciable et la gestion des rendez-vous ainsi que le circuit de gestion des dossiers.

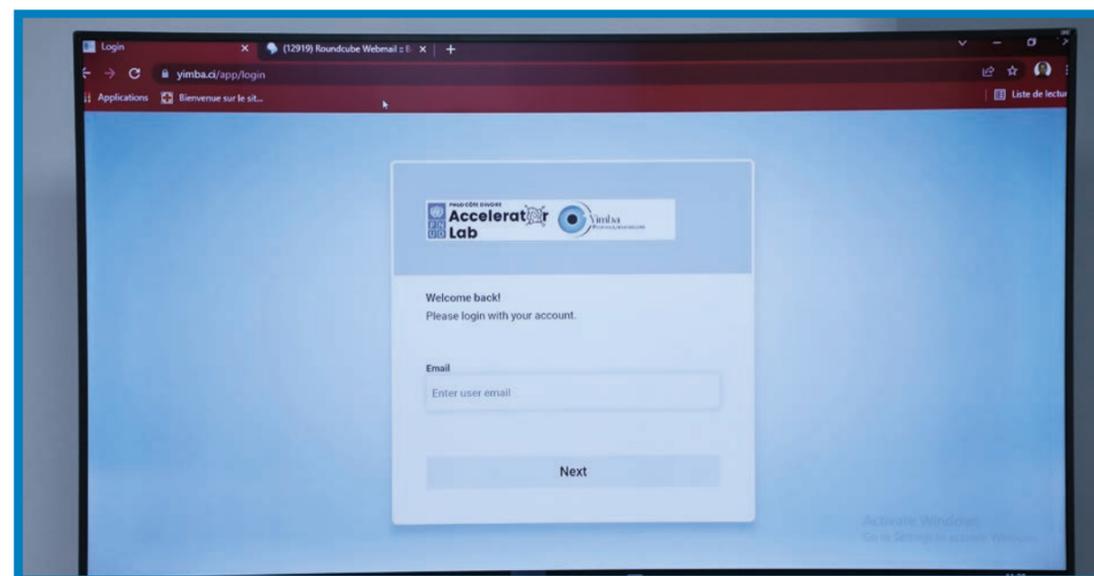
**B.** La **gestion efficace du système carcéral digitalisée** par la création d'une Application Web responsive de gestion du cabinet d'instruction avec système biométrique pour le suivi en temps réel au statut du détenu.

**C.** La **digitalisation des services judiciaires** par la conception d'une plateforme digitale de suivi et de traçabilité pour le feedback du traitement des dossiers, l'interconnectivité des services (siège, parquet, greffe), l'évaluation des performance internes, la délivrance des actes administratifs, etc.

**D.** La **digitalisation des textes législatifs à jour des recueils de jurisprudence.**

En outre, un hackathon a été organisé sur la modernisation des services publics avec une phase pilote à la mairie de Yopougon.

## 5- Développement de l'application Yimba comme outil de baromètre social en Côte d'Ivoire



Créé par l'Accelerator Lab, **YIMBA** est une plateforme digitale pour l'analyse émotionnelle des médias et réseaux sociaux. Elle a une triple fonctionnalité : **(1) Écoute sociale et veille instantanée, (2) rapports et analyses, (3) interaction avec les internautes sur les réseaux sociaux** (Facebook, LinkedIn, Twitter et Instagram), **les blogs et médias en ligne.**

**Le PNUD a ainsi voulu à travers YIMBA faciliter désormais l'exploration et l'analyse et contribuer au processus de prise de décisions pertinentes pour une gouvernance plus inclusive et un développement plus durable.**

## 6- Système de partage de connaissances (solutions innovantes, informations, compétences, expertises) sur l'autonomisation des femmes

Pour permettre au PNUD de mieux accompagner l'inclusion socio-économique des femmes, l'Accelerator Lab a initié en ligne, la mise en place d'un système de partage de connaissances sur l'autonomisation des femmes. Cette initiative en cours, cible des Ministères techniques, des institutions nationales et internationales ainsi que des organisations de la société civile.

## 7- Positionnement du Lab Côte d'Ivoire par rapport au Lab global

Dans le cadre du partage d'expériences Sud-Sud, le PNUD Mauritanie a sollicité l'équipe AccLab du PNUD Côte d'Ivoire. Des consultations ont été menées auprès des parties prenantes (Chef de service élevage, représentant des fédérations d'éleveurs, association des femmes pasteurs) ainsi qu'un atelier de réflexion sur les perceptions et les solutions innovantes en matière d'ensemencement par les techniques modernes. Les solutions proposées sont en cours d'opérationnalisation.

De plus, un processus a été entamé avec plusieurs autres pays dont le Congo-Brazzaville et le Bénin qui sollicitent les solutions cartographiées et prototypées de la Côte d'Ivoire.

## THÉMATIQUES TRANSVERSALES

# ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU PNUD CÔTE D'IVOIRE SUR LES ODD EN 2022

Durant l'année 2022, le PNUD a fortement soutenu les efforts de la Côte d'Ivoire pour accélérer les progrès vers les objectifs de développement durable (ODD) à travers la mise en œuvre de son Document de Programme Pays. L'avantage comparatif du PNUD et son rôle d'intégrateur des ODD ont permis d'obtenir des résultats qui contribuent **aux progrès de 09 ODD (sur 17) et 21 cibles (40 priorisées par la Côte d'Ivoire).** Il s'agit de:

### 1 PAS DE PAUVRETÉ ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES ET PARTOUT DANS LE MONDE

Au niveau de la **cible 1.a** : « ...mobilisation importante de ressources par le renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, de moyens adéquats et prévisibles pour mettre fin à la pauvreté... », le PNUD a déployé des efforts considérables notamment en réalisant, pour le compte du gouvernement, le Development Finance Assessment (DFA) qui est un diagnostic sans complaisance de la disponibilité actuelle et potentielle de ressources pour les ODD.

Sur la **cible 1.b** « Mettre en place ... des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté », le PNUD a accompagné le Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté à la réalisation d'une étude portant sur l'extrême pauvreté, dans un contexte marqué par les impacts négatifs des mesures de lutte contre la COVID19. Ainsi, l'analyse de l'extrême pauvreté et de ses déterminants, des inégalités et de la vulnérabilité conduite dans le cadre de cette étude donne une situation de référence de l'extrême pauvreté en Côte d'Ivoire.

### 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES RÉALISER L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

Concernant la **cible 5.2** « Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles », le PNUD a réalisé la réhabilitation et l'équipement du Centre d'accueil et d'hébergement d'urgence des victimes de VBG à Bouaké qui est un cadre propice pour la prévention et la prise en charge des VBG.

Aussi, l'équipement du centre contribue à la réinsertion socio-professionnelle des survivantes de VBG et des filles des Institution de formation et d'éducation féminine (IFEFF) de Bouaké.



## **PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE, PARTAGÉE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS**

Sur la **cible 8.a** « *Accroître l'appui apporté aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés pour l'assistance technique liée au commerce...* », le PNUD a appuyé le gouvernement dans la réalisation de l'étude d'Impact sur l'économie ivoirienne de l'accord de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF). Cette étude est une utilisation du Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) pour déterminer les gains que procure la libéralisation graduelle du commerce dans la cadre de la ZLECAF.

Sur la **cible 8.b** « *D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail* », le PNUD a favorisé l'auto-emploi en développant des AGR pour améliorer les conditions de vie de 10 chefs de ménages dont 04 femmes regroupées au sein de 2 organisations communautaires de base (OCB). En outre, le PNUD a délivré des sessions de formation à 556 jeunes dont 227 femmes et 119 filles déscolarisées et qui ont pu créer des microentreprises. Enfin, 19 groupements d'intérêts économiques ont été créés pour 215 jeunes entrepreneurs dont 108 femmes parmi lesquels 15 filles-mères.



## **METTRE EN PLACE UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE QUI PROFITE À TOUS ET ENCOURAGER L'INNOVATION**

Concernant la **cible 9.5** « *Renforcer la recherche scientifique...en encourageant l'innovation...* », le PNUD a travaillé avec des jeunes start-ups pour co-crée et concevoir plusieurs prototypes de solutions afin d'aider le Gouvernement à lutter efficacement contre la COVID 19.

En outre, le PNUD a créé YIMBA, une plateforme digitale pour l'analyse émotionnelle des médias et réseaux sociaux, avec une triple fonctionnalité.



## **RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES PAYS ET EN LEUR SEIN**

Concernant la **cible 10.2** « *D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leurs handicaps, de leur race...* », le PNUD a permis à près de 1 000 jeunes dont 52% femmes à développer leurs capacités en compétences de vie courante, leadership en temps de crise, développement personnel et éducation financière dans les localités d'Abidjan, San-Pedro, Korhogo, Man, Yamoussoukro et Bouna.



## **PRENDRE D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS RÉPERCUSSIONS**

### **Résilience et adaptation**

Au niveau de la **cible 13.1** « *Renforcer...la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat* », le PNUD, à travers

le projet NAP-GCF, accompagne la Côte d'Ivoire dans la conception et la mise en place d'un Système National (SN) de Mesure, de Rapportage et de Vérification (MRV) pour la mise en œuvre de ses Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Ce système constituera un outil intégré et unique reliant des systèmes individuels de MRV de trois (03) domaines à savoir : l'Adaptation, l'Atténuation et la Finance climatique.

### **Politiques climatiques**

Sur la **cible 13.2** « *Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales* », le PNUD a appuyé la formulation du Plan National d'Adaptation (PNA) à travers la production de rapports sectoriels sur l'analyse des scénarios climatiques, les risques et la vulnérabilité au climat, ainsi que l'évaluation des impacts économiques des changements climatiques dans cinq (5) secteurs prioritaires. En plus des analyses sectorielles d'identification, de priorisation, d'évaluation des coûts des options d'adaptation ont été réalisées.

### **Éducation et capacité d'action**

Concernant la **cible 13.3** « *Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide* », le PNUD a accompagné le gouvernement dans l'organisation d'une série de séminaires de sensibilisation sur les changements climatiques : (i) Séminaire National sur l'Adaptation aux Changements Climatiques (SENACC) sur le thème « *Adaptation aux Changements Climatiques : Entre réflexions scientifiques, politiques publiques et engagement du privé pour des réponses innovantes* ». Ce séminaire avait pour objectif général de promouvoir des solutions et bonnes pratiques en matière d'adaptation aux changements climatiques (ACC) auprès des chercheurs, des universitaires, du secteur public et des discussions sur les défis et opportunités pour le secteur privé ; (ii) Séminaire sur « *Le dialogue structuré sur la transparence climatique* ». Ce dialogue sur la transparence climatique avait pour objectif de contribuer à la construction d'un cadre de transparence renforcé de la Côte d'Ivoire permettant de suivre les actions climatiques en vue de l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

### **Mobilisation et Fonds vert**

En ce qui concerne la **cible 13.a** « *Mettre en œuvre l'engagement ... pris de mobiliser ensemble auprès de multiples sources 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement ...en atténuation ... et rendre le Fonds vert pour le climat pleinement opérationnel...* », le PNUD accompagne la Direction de la Dette Publique dans l'émission d'un Eurobond ESG (Environmental, Social and Governance Standards) en vue de s'assurer de la conformité des reporting des projets conformément aux standards internationaux et aux Contributions Déterminées nationales (CDN).

### **Renforcement des capacités**

Sur la **cible 13.b** « *Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements clima-*

tiques,... », le pays dispose grâce à l'appui du PNUD, d'une compilation des facteurs d'émission de niveau 2 développés dans les secteurs de l'AFAT et de l'Énergie, hiérarchisé et priorisé en fonction de la dynamique de l'évolution des différents secteurs.

## 15 VE TERRESTRE PRÉSERVER ET RESTAURER LES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES

Concernant la **cible 15.2** « *D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau mondial* », le PNUD a appuyé le Ministère en charge des forêts à reboiser 50ha de la forêt urbaine de Yamoussoukro. Ce sont 500 000 arbres forestiers qui ont été plantés et qui contribue à l'atteinte de l'objectif de restauration du couvert forestier national.

En ce qui concerne la **cible 15.3** « *D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols* », le PNUD a accompagné le gouvernement dans l'organisation de la quinzième session de la Conférence des Parties (COP15) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), la dégradation des terres et la sécheresse. Les consultations ont permis de débattre des questions clés à travers un dialogue inclusif grâce à une représentation et une contribution réelle de diverses parties prenantes sur les principaux thèmes de la COP15 et sur le programme d'héritage.

## 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET OUVERTES AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Réduction de la violence

Concernant la **cible 16.1** « *Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés* », le PNUD a contribué à l'opérationnalisation des mécanismes de coordination de la cohésion sociale et des actions de sécurité communautaire. Des cadres de dialogues pour la prévention et la gestion des conflits ont été mis en place au niveau régional et départemental pour régler pacifiquement les conflits communautaires et transfrontaliers. En outre, la prévention et la gestion pacifique et inclusive des conflits en milieu universitaire est améliorée à travers une compréhension commune de la violence, des facteurs de paix et de résilience. Le rapport de la Recherche Approche Participative (RAP) est disponible et l'engagement de la jeunesse estudiantine (jeunes femmes et jeunes hommes) dans la gouvernance universitaire est renforcé et valorisé.

### État de droit et accès à la justice

En ce qui concerne la **cible 16.3** « *Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité* », le PNUD appuie le renforcement du cadre juridique et organisationnel de la formation continue et la redynamisation de la gestion des ressources humaines au sein de la Police nationale, intégrant le genre.

### Institutions exemplaires

Concernant la **cible 16.6** « *Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux* », le PNUD a contribué à la consolidation du processus démocratique en oeuvrant pour un processus électoral inclusif et apaisé. Les acquis obtenus sont notamment : la révision de la liste électorale dans des conditions améliorées ; la décrispation de l'environnement électoral ; l'opérationnalisation de la plateforme d'alerte précoce et de coordination des réponses autour des risques ; la sensibilisation de l'électorat ; le renforcement de la Communication stratégique de la CEI ; le renforcement des capacités du personnel électoral.

## 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



### Renforcement des capacités

En ce qui concerne la **cible 17.9** « *Apporter, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, ...* », le PNUD a mobilisé et mis à la disposition de la Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide (DGSCA), une expertise internationale pour la consolidation du mécanisme de coordination de l'aide et de concertation sur le financement efficace du développement.

### Cohérence des politiques

Sur la **cible 17.14** « *Renforcer la cohérence des politiques de développement durable* », l'expert international mobilisé par le PNUD, a appuyé le Ministère du Plan à l'élaboration : (i) de la Politique Nationale pour le Partenariat au service du Développement ; (ii) du Programme cadre pour le Pilotage Stratégique du Développement (PPSD 2023-2025) ; (iii) d'un portail web sur les ressources documentaires de la coopération au développement ; (iv) de Protocoles d'entente cadre entre, d'une part la CIV et, d'autre part la Grande Bretagne et la Coopération Canadienne.

### Partenariat pour le développement durable

Concernant la **cible 17.16** « *Renforcer le partenariat mondial pour le développement durable, afin d'aider les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable* », l'expertise internationale mobilisée par le PNUD a appuyé la redynamisation du mécanisme de concertation des Partenaires Techniques et Financiers en proposant une nouvelle architecture de la Troïka en trois niveaux (Ambassadeurs, Chefs de Coopération et Groupes sectoriels).

### Partenariats multi-acteurs

En ce qui concerne la **cible 17.17** « *Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile,...* », le PNUD a accompagné le secteur privé ivoirien à lancer le processus d'expérimentation de la « Carte de l'investisseur » qui est un outil développé par son Hub Finance et qui est une cartographie qui procure aux investisseurs, une meilleure visibilité sur les opportunités d'investissement local.



## 5. LES OPERATIONS

L'équipe des opérations est une équipe technique multidisciplinaire, composée de personnes hautement qualifiées, compétentes et professionnels repartis entre plusieurs sections à savoir les **Finances**, les **Achats**, les **Ressources humaines**, les **ICT**, le **service Administration et voyage**...

Cette équipe est le fer de lance du bureau et son efficacité et efficacité repose sur les compétences techniques professionnelles et humaines de ses membres ; Il est nécessaire d'indiquer que durant l'année 2022, cette équipe a eu plusieurs changements de personne à sa direction du au départ à la retraite du Représentant Résident Adjoint aux opérations depuis le mois de février 2022.

Au cours de l'année 2022 cette équipe des opérations a néanmoins appuyé l'ensemble du portefeuille des projets du bureau dans la réalisation de toutes leurs activités planifiées et à l'atteinte de leurs objectifs respectifs. Il faut noter qu'en plus des projets du PNUD, les opérations appuient également les autres agences du Système des Nations Unies dans la réalisation de leurs activités respectives et le responsable des Operations participe de façon active à l'OMT (Operations Management Team) notamment :



Avec tout l'appui nécessaire apporté au programme, le bureau a obtenu :



À la fin du mois de novembre 2022, nous étions à :



Tous les efforts sont fournis par toutes les sections des opérations qui restent alertes afin de booster le delivery du bureau et atteindre un taux de 100% à la fin de l'année 2022.

Le **service des Achats** composé de **05 personnes**, a pu réaliser environ



Ce service fait d'énormes efforts pour gérer les achats des projets prévus dans le PROMPT et souvent dans l'urgence afin d'exécuter tous les besoins d'achats planifiés.

Le **service des finances** est composé de **05 personnes** supervisées par un **staff NOA**. Ce service à pu initier environ



et tous les efforts sont mis en œuvre pour décaisser le maximum possible des ressources du bureau avant la clôture des comptes 2022 ;

Le **service des Ressources Humaines** est composé de **02 personnes** qui au quotidien gèrent les contrats, avantages et droits. A la date du 30 Novembre nous dénombrons :

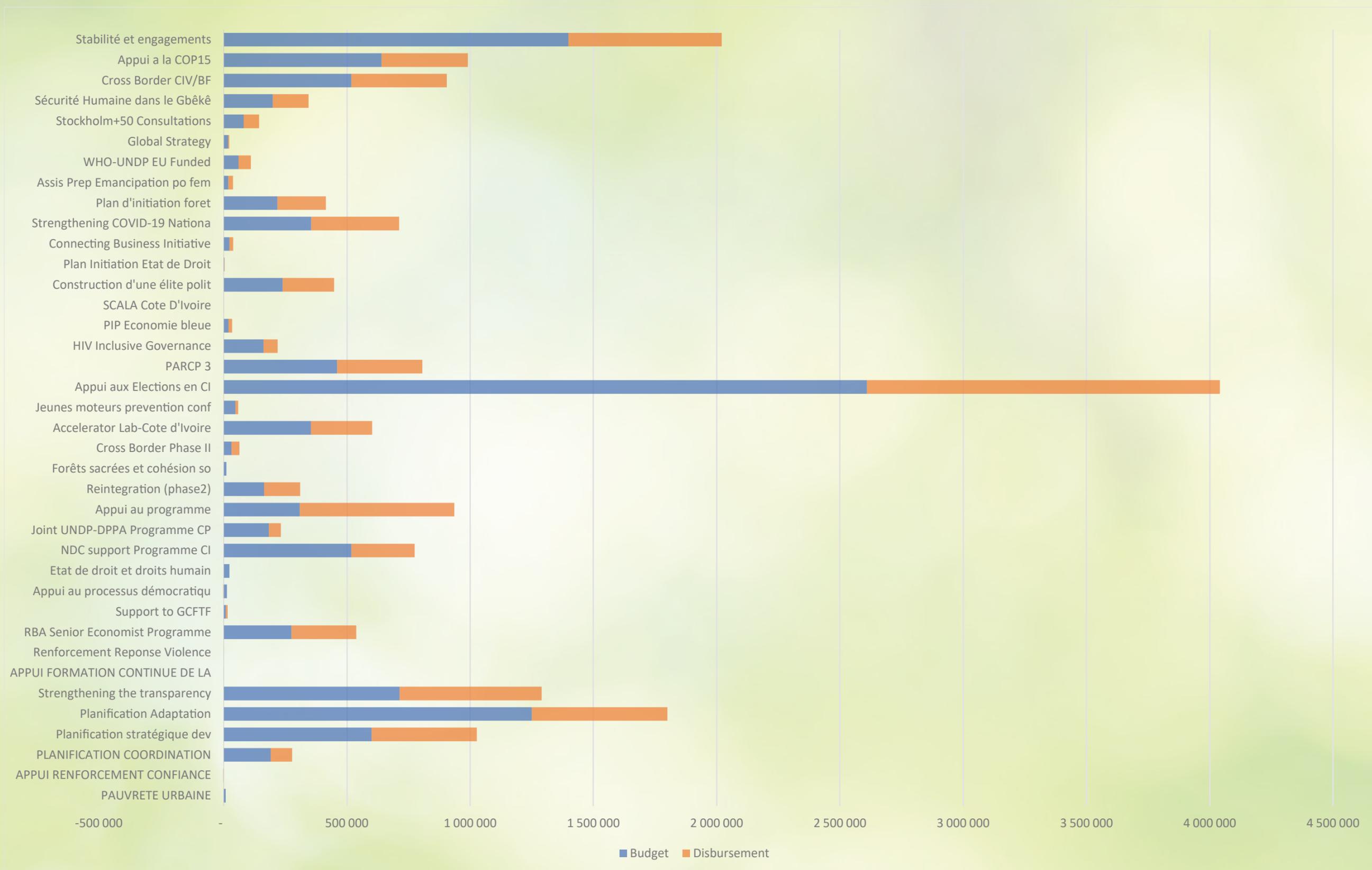


Ce service effectue tous les recrutements des staffs à la demande des projets selon leurs plans de recrutement. Pour cette année 2022, le service des ressources humaines à recruté **12 personnes** pour le compte des projets, ce qui permet de doter les projets de personnes ressources requises à l'atteinte des objectifs des projets ; Le service a également permis la séparation de 06 staff en fin de contrat selon les requêtes des projets dans le strict respect des règles et procédures du Pnud ;

Le **service ICT** est composé de **02 personnes** qui au quotidien gèrent la connexion internet du bureau et appuie de façon permanente l'ensemble des staffs du bureau à bénéficier continuellement d'une bonne connexion internet et d'être doté d'équipements conformes aux normes et standard du Pnud afin de rendre le bureau compliant en la matière.

Le service administration, voyage et charroi est supervisé par le responsable des achats et est composé de **10 staffs** y compris **08 chauffeurs** sous contrat PNUD. En 2022, tous les voyages Internationaux et Nationaux ont été gérés de façon efficace mais la soumission des requêtes des voyages souvent à la dernière minute pose des problèmes notamment dans la création des Demandes de voyage dans Atlas et le non-respect des règles du Pnud en matière de voyage et missions de terrain ; Le charroi est géré en Pool et toutes les ressources (véhicules et chauffeurs) sont à l'entière disponibilité du portefeuille des projets du Pnud à appuyer en priorité toutes les activités du bureau ainsi qu'aux autres agences du Système des Nations Unies sur base de leurs requêtes de service.

## BUDGET ET DÉCAIEMENTS





**6.**  
**COMMUNICATION  
ET GESTION DES  
CONNAISSANCES**

## Une stratégie digitale adossée à la stratégie de mobilisation des ressources

L'unité communication a apporté un leadership technique dans la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie de communication (incluant une stratégie digitale) adossée à la stratégie de mobilisation des ressources du bureau. L'opérationnalisation de la stratégie de communication a permis d'assurer une forte visibilité des activités institutionnelles, programmatiques et politiques du bureau pays, et d'évènements régionaux majeurs auxquels le PNUD a été impliqué, notamment l'organisation de la 15e conférence de la Convention des Nations-Unies sur la désertification (COP15) entre autres.

Il convient également de noter que plusieurs plans de communication ont été formulés pour assurer la couverture médiatique et la visibilité des activités du bureau pays. Plus d'une centaine de supports de communication sous forme de publications, brochures, dépliants, kakemonos, Roll-up etc... avec une forte composante digitale sous forme de capsules vidéo ont été réalisées et diffusés sur la chaîne YouTube du bureau pays, relayés sur les comptes Facebook et twitter du PNUD. L'objet de ce matériel de communication est d'assurer la vis-

ibilité et de mettre l'accent sur les messages clés formulés par le management du bureau pays, les chargés de programme, les partenaires au développement, les autorités gouvernementales, les partenaires techniques et financiers, des bénéficiaires de projets et de participants lors de missions techniques, conférences et ateliers régionaux.

Les relations avec les médias nationaux et internationaux ont été renforcées grâce au partenariat avec des chaînes de télévisions nationales RTI, NCI et internationales OUEST TV, TV5 Monde, qui ont assuré la visibilité des activités du PNUD au moyen des émissions WARI et Chantiers d'Afrique, reprises par des chaînes de télévision nationale à l'échelle internationale. La presse en ligne et la presse écrite ivoirienne ont aussi été mises à contribution dans la visibilité du bureau pays.

Du point de vue de l'utilisation des réseaux sociaux, le bureau pays dispose d'un écosystème digital (Youtube, Twitter, Facebook, et site Web) avec une masse d'information critique, régulièrement mises à jour.

### COP 15



S.E.M. Patrick ACHI - Premier Ministre de Côte d'Ivoire

Le PNUD a été au cœur de la communication de la 15eme Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification (COP) tenue à Abidjan du 09 au 20 Mai 2022.

Le PNUD a formulé une stratégie de communication et de visibilité avec un budget estimatif de mise en œuvre.

Des messages clés ont été formulés sur :

**1- Les objectifs de la conférence des parties à la convention des Nations-Unies sur la désertification (COP) et sur les résultats/impacts sur les plans diplomatiques, stratégiques, économiques, financiers, politiques et historiques ;**

**2- Sur les voies et moyens d'accélérer la gestion et la restauration des terres et des sols arides ;**

**3- Sur comment renforcer la concertation et le partenariat entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires techniques et financiers autour des politiques et stratégies afin de booster l'attraction des investissements étrangers directs pots COP15.**

**4- Sur la pertinence du « Legacy programme » et son impact sur l'accroissement de la production agricole, la préservation des écosystèmes des sols et autres facteurs de production, la création d'emploi pour les jeunes et l'amélioration des revenus des femmes.**

Pour la visibilité de l'évènement :

- 15 chaînes de télévision à vocation nationales et internationales
- 7 Radios nationales et Internationales
- 13 organes de presse écrite
- Un écosystème digitale (Twitter Facebook Whatsapp, SMS Push, Google Ads, Facebook Ads, Mass Mailing, et un site WEB dédié)
- Branding de l'ensemble des supports de communication

## STATISTIQUES 2022



**111 TWEETS**  
PUBLIÉS



**100 VIDEOS**  
MISES EN LIGNE



**52 996 VUES**



**26 315 VUES**



**5 032 INTERACTIONS**



**613 HEURES**  
DE VISIONNAGE



**1 097 J'AIME**



**213 359 IMPRESSIONS**



**353 RETWEETS**



**163 NOUVEAUX ABONNÉS**



**19 236**  
FOLLOWERS

**75,1%**  
HOMMES  
**24,9%**  
FEMMES



UN COMPTE FLICKR  
AVEC PLUS DE  
**500 PHOTOS**



**1 175 NOUVEAUX J'AIME**



**5 415 VISITES**



**126 NOUVEAUX FOLLOWERS**



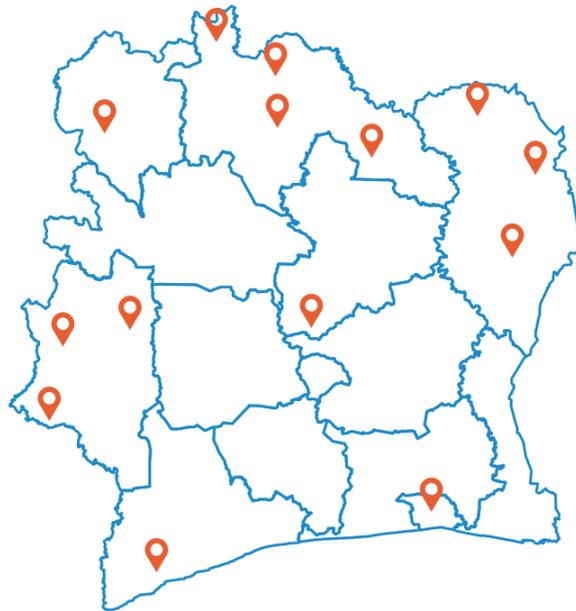
**342 IMPRESSIONS**

# VNU Côte d'Ivoire en 2022 !

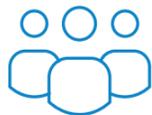
*Nous sommes l'inspiration en action*

« En 2022, dans le cadre des services à l'échelle nationale, le Programme VNU a déployé 16 volontaires des Nations Unies (dont 4 femmes, 12 hommes), pour appuyer les activités programmatiques et opérationnelles du PNUD en Côte d'Ivoire.

Les Volontaires des Nations Unies déployés dans différentes régions de la Côte d'Ivoire.



**146 VNUs**  
17 IUNV  
129 NUNV



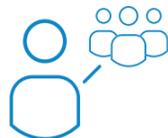
**97% d'augmentation du nombre de VNU mobilisés par rapport à 2021**



**11 Agences UN Hôtes**



**20 000 Candidats ivoiriens dans la base de données**



**139 360 bénéficiaires atteints**



**88% des VNU sont satisfaits de leur expérience comme VNU**

Des volontaires des Nations Unies (Spécialistes et Communautaires) soutiennent les interventions du PNUD sur toute l'étendue, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, dans divers domaines notamment dans la prévention de l'extrémisme violent, la cohésion sociale, le genre, l'inclusion sociale, l'administration et logistique, communication et Environnement.

95 % des volontaires sont des nationaux contre 5% de volontaires internationaux.

## 13 Nationalités



**33 Followers**

17 IUNV



**18K Likes**

129 NUNV



**37% Femme**



**63% Homme**



**1 PWD**

## DOMAINES PRINCIPAUX D'EXPERTISE DES VNUs



Gouvernance



changement climatique



Inclusion

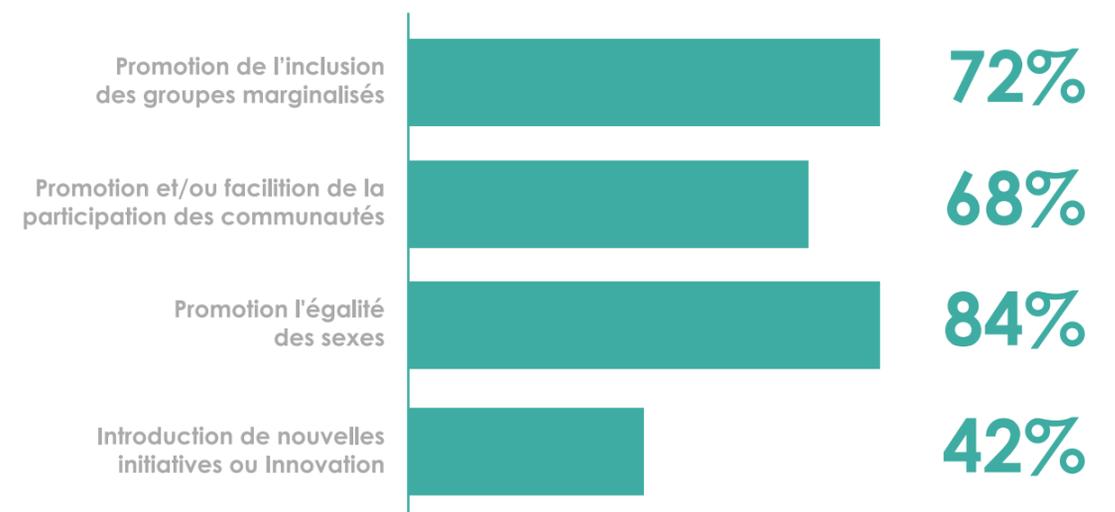


Développement Humain



Jeunesse

## CONTRIBUTIONS DES VOLONTAIRES







Angle Avenue Marchand  
Rue Gourgas 01 BP 1747 Abidjan 01  
(Côte d'Ivoire)  
Tel.: (225) 27 20 31 74 00 Fax: (225) 27 20 21 13 67  
E-mail: registry.ci@undp.org

copyright@2022